

déjà engagée aux fins de la guerre, plus les sommes très considérables que le Royaume-Uni dépense au Canada actuellement, assurement avant bien longtemps à tous ceux qui sont en état de travailler et dont on n'a pas besoin pour le service militaire l'occasion de s'employer à des travaux productifs.

Si nous voulons surmonter cet obstacle, il nous faut compter sur les patrons canadiens pour fournir l'apprentissage nécessaire et toute autre formation et sur nos syndicats ouvriers pour faciliter aux jeunes l'accession à leurs métiers qui s'impose. Il faut prévenir toutes les difficultés qui pourraient retarder notre programme d'armement en cette heure extrêmement grave. On prend des dispositions pour parer à ces dangers éventuels, et le Gouvernement compte sur la collaboration sincère des patrons et des ouvriers pour porter au maximum l'efficacité de notre effort de guerre. Rendement, production et vitesse, portés à leur extrême limite, tel doit être notre but ultime, à chacun de nous, à l'heure actuelle.

Je n'ai indiqué que quelques-unes des mesures prises pour augmenter le revenu national. Autant il nous est possible d'accroître notre revenu national, autant nous pourrions amplifier notre effort de guerre sans exiger de la population des sacrifices surhumains dans notre manière de vivre. Il faudra nécessairement limiter, jusqu'à un certain point, l'usage personnel des biens, ce qui est facile pour ceux d'entre nous qui ont adopté un genre de vie au-dessus de la moyenne.

Bref, dans les mesures que je proposerai, nous nous efforcerons d'employer au moins une très large proportion des excédents du revenu national pour fins de guerre, sans paralyser l'effort nécessaire pour permettre au pays d'atteindre, le plus rapidement possible, le plein usage de sa main-d'œuvre, de ses usines et de ses ressources. A ce sujet, on se rendra compte que plusieurs des impôts proposés ne comporteront pas de paiement immédiat et qu'une bonne partie des projets d'accroissement du revenu ne comporteront aucun versement au cours de la présente année financière.

Depuis le début des hostilités, une des caractéristiques de notre activité économique qui vaut la peine d'être signalée ici, c'est l'augmentation sensible de nos importations. La plupart de celles-ci proviennent nécessairement de pays situés en dehors de l'empire britannique, vu que la Grande-Bretagne, pressée par ses propres besoins, était incapable de nous les fournir.

En temps ordinaire, nous pouvons combler les déficits résultant de notre commerce avec un pays par l'excédent des recettes prove-

nant de nos échanges commerciaux avec un autre Etat. Cependant, nous ne pouvons exiger de la Grande-Bretagne à l'heure actuelle, alors qu'elle a un si pressant besoin d'or et de dollars américains pour l'achat d'avions et d'autre matériel de guerre, qu'elle acquitte en or ou en devises étrangères, toute la balance de son commerce avec nous. Par conséquent, bien qu'on ait pu noter, depuis le début de la guerre, une augmentation considérable en notre faveur de la balance du commerce avec le Royaume-Uni, il nous est impossible d'échanger en dollars américains une grande partie de l'excédent de monnaie sterling qui nous permettrait de faire face à une balance défavorable de commerce avec les Etats-Unis.

Comme le Royaume-Uni ne pouvait payer en marchandises ses achats au Canada, et que la livre sterling, destinée au paiement de ses achats, n'était pas échangeable en dollars américains de la manière ordinaire, comme je viens de l'expliquer, on dut procéder d'autre façon. Le Gouvernement canadien entreprit d'acheter et d'affecter ce sterling à l'achat de titres canadiens en Angleterre, ce qui mettrait des dollars canadiens à la disposition de nos exportateurs. L'acquisition de ces titres détenus à Londres affermira en définitive notre situation financière dans le domaine international. Nous devons faire face, cependant, à deux problèmes immédiats. Il faut d'abord que notre marché intérieur absorbe une valeur égale de titres nouveaux. En deuxième lieu, comme elle le serait en temps ordinaire l'augmentation de nos exportations à l'Angleterre ne nous est d'aucun secours pour payer les fortes importations que j'ai mentionnées de pays qui ne font pas partie de l'Empire, à cause de l'impossibilité d'échanger la livre sterling contre le dollar américain et la nécessité où nous sommes de l'utiliser au rapatriement des titres. Il en résulte que nous devons nous procurer par d'autres moyens les dollars américains qui nous aideront à payer la plus grande partie des produits que nous importons des Etats-Unis.

Pour expliquer ce problème du change, je vais indiquer un peu plus en détail la tendance de notre commerce d'importation et d'exportation en temps de guerre. Mettant en regard les huit mois de guerre finissant en avril 1940 et les huit mois correspondants expirant en avril 1939, les importations canadiennes en provenance de pays en dehors de l'Empire se sont accrues de 171 millions, alors que pour la même période l'augmentation de nos exportations aux pays ne faisant pas partie de l'Empire n'a été que de 86 millions de dollars. En d'autres termes, une balance défavorable au chapitre marchandises de 18 millions de dollars seulement en 1938-1939 s'est accrue en